



ལྷོ་ལྷོ་ལྷོ་ལྷོ་ལྷོ་  
la porte  
du tibet

N° 42 juillet / août 2008

# TIBET NEWS

Nouvelles du Tibet

འགྲོ་བཤེན་གྱི་གནས་ཚུལ།།

La Maison des Associations Rue des Savoises 15 1205 Genève Tél : 022 320 63 02 Fax : 022 320 63 93  
portetibet@bluewin.ch www.laportedutibet.com

Tashi Delek, chers amis, chers membres,

Par cette feuille d'information, nous souhaitons vous tenir au courant des derniers événements relatifs à la question du Tibet et à la vie de l'association : La Porte du Tibet.

Proverbe tibétain :  
« L'homme mauvais déclenche beaucoup de querelles, le bois humide produit beaucoup de fumée. »

## ACTUALITES TIBETAINES

### LHASSA SANS LES MOINES

5 juillet 2008

**N**ous avons vu quelques Tibétains rentrant chez eux, la police les avaient arrêtés et torturés après les manifestations de mars. L'un d'entre eux a la cuisse complètement entaillée, je l'ai vu de mes propres yeux, il était dans un état lamentable. Il est mort chez lui des suites d'un manque de sang et d'une infection qui s'était installée depuis des jours. Ils ne veulent pas aller à l'hôpital, car ils sont sûrs qu'ils tomberaient dans les mains de leurs tortionnaires.

Une personne travaillant dans une organisation humanitaire internationale a dit : "Beaucoup de nos amis tibétains ont disparu, après les arrestations il est impossible d'avoir des nouvelles. Ceux qui n'ont pas été arrêtés vivent dans des situations désespérées. En supprimant le tourisme, le gouvernement a supprimé leur unique source de revenus."

Les ONG qui restent encore à Lhassa sont en minorité. A chaque fois que le visa d'un membre d'une ONG expire, les autorités trouvent toutes les excuses pour ne pas le renouveler. Les dernières ONG au Tibet sont très contrôlées. Après la révolte de mars m'a dit mon informateur, pendant deux mois les emails que j'envoyais à ma famille arrivaient vides. Les lignes de téléphone étaient coupées lorsque je prononçais le mot Tibet. Il y a quelques jours lorsque la flamme olympique est arrivée à Lhassa, ils nous ont forcés à rester à la maison. Même maintenant mon portable est sous contrôle.

Le village où se trouve notre projet de coopération se trouve à 100 kilomètres mais depuis 3 mois on nous a interdit de sortir de Lhassa.

Lhassa est dominée par la terreur, la peur prévaut même maintenant. L'ordre est une façade subtile, il ne faut pas grand chose pour découvrir ce qu'il cache.

Actualités  
tibétaines p. 1

Événements à  
venir p. 14

Lorsque les Chinois vont dormir, je laisse derrière moi mon "accompagnateur" officiel, je quitte la zone touristique située autour du Barkor. Il faut traverser la route de Pékin pour entrer dans les anciens blocs habités par les Tibétains. Tout à coup l'appareil répressif militaire apparaît plus présent que dans le centre. La route de Pékin semble une ligne de front. Elle est bloquée à intervalles réguliers par des tanks. A chaque angle de rue, la présence d'un grand nombre de militaires avec des gilets pare-balles et des fusils automatiques, créant une atmosphère de zone de combats. Les Tibétains qui rentrent chez eux doivent passer devant ces militaires prêts à tirer.

Il règne une résistance, silencieuse, passive et non déclarée. Leur ville occupée par l'armée, ils se défendent de toutes les manières possibles. Après que le Dalai Lama ait condamné toutes formes de violence, le combat continue de différentes façons. Les commerçants tibétains ont arrêté d'ouvrir leurs magasins, les jeunes gens sortent le moins possible, les bars sont à moitié vides. Quand j'ai cherché une discothèque très connue où, il y a deux ans, j'avais découvert un groupe de rock bouddhiste, je l'ai trouvée fermée. Il y a deux ans, il fallait se bagarrer pour entrer. Au téléphone le propriétaire me dit que ce n'est pas un temps pour les concerts. Dans les environs de Lhasa toutes les formes de vies nocturnes ont stoppé, cela est dû à un

## LES NOUVEAUX AVOCATS DES «DOSSIERS SENSIBLES»

8 juillet 2008

Ce fut une journée quasi ordinaire pour Li Fang Ping. Elle a commencé avec un coup de fil matinal de la police qui lui a demandé s'il était bien chez lui. Quand il a ouvert sa porte, un comité en uniforme l'a accueilli. «Les policiers étaient en exercice, raconte-t-il, ils s'entraînaient pour les Jeux olympiques.» Ils ont demandé à l'avocat de monter dans leur voiture. Il a résisté un moment avant de céder. «De toute façon, ils ne m'auraient pas lâché, alors à quoi bon ? Ils voulaient savoir où j'allais, ce que je voulais faire. Je n'ai rien dit, mais ils m'ont gardé plus de deux heures avant de me laisser repartir.»

Li Fang Ping, 34 ans, est un habitué de ce genre de tracasseries. Avocat depuis douze ans, il gère ce que l'on appelle en Chine «les dossiers sensibles». Entendez par là la défense de tous ceux qui un jour ou l'autre se retrouvent confrontés au pouvoir communiste. «On est sans cesse contrôlés ou gênés dans notre travail. Actuellement, c'est très tendu à cause des Jeux olympiques. Les autorités redoublent de vigilance, ils ont peur des "troubles de l'ordre public" qui viendraient nuire à l'événement.» Quand on est avocat en Chine, mieux vaut se consacrer au droit commercial. Jiang Tianyong, un ami de Li Fang Ping, a eu le malheur il y a quelques semaines de s'intéresser de trop près à la répression au Tibet. «J'ai reçu un SMS d'un collègue qui me demandait si je voulais défendre les manifestants tibétains devant les tribunaux chinois. Avec dix-huit autres avocats, j'ai signé une pétition précisant que nous étions prêts à offrir nos services aux Tibétains arrêtés.»

Privé de licence. Aussitôt, le Bureau central de la justice a ouvert une enquête et les ennuis ont commencé. Alors que les licences d'avocat se renouvellent entre avril et mai en Chine, Jiang Tianyong, 37 ans, s'est vu opposer une fin de non-recevoir. Le 11 avril, comme les autres, il a reçu une lettre des autorités : «Ces avocats ont un lien avec un dossier sensible, leur renouvellement est retardé.» Finalement, ses collègues ont bien reçu le sésame pour reprendre leur travail. Mais pas Jiang Tianyong. Depuis le 1er juin, il n'est

boycott passif. Il n'y a pas d'appel public pour proclamer une telle grève générale. C'est une décision collective prise en se passant l'information de personne à personne. C'est pour faire démentir la propagande chinoise que Lhasa a été pacifiée et est retournée à la normalité. J'ai l'impression qu'une telle lutte est inefficace et qu'elle ne nuira pas au gouvernement.

Une autre triste surprise m'attendait au monastère de Sera. C'est un fameux sanctuaire, une université du bouddhisme tantrique, où chaque matin des entraînements particuliers ont lieu. Dix jeunes moines tenaient, dans le jardin ouvert au public, des débats animés sur la doctrine. Ils avaient l'habitude de s'entraîner à haute voix pour expliquer des questions de métaphysique. Aujourd'hui la place est déserte. Cette place de l'intelligence bouddhiste est maintenant vide. Juste quelques vieux moines déambulent autour du monastère. On dirait qu'une épidémie mortelle a fauché tous les jeunes moines. Les débats ne sont plus tenus expliquent les gardiens. Où sont partis tous ces moines ? Certains sont en prison, peut-être tués, d'autres encore terrorisés ont tout simplement disparu.

Source : *kataweb.it*

plus avocat. «Je ne peux plus rien faire, plus plaider. Jusqu'à quand ? Je ne sais pas, peut-être pour toute ma vie.» Les Tibétains arrêtés, eux, n'ont eu droit qu'aux avocats désignés par le pouvoir pour les défendre.

Malgré les risques, ils sont de plus en plus nombreux dans le pays tout entier à s'engager sur cette voie de la défense du citoyen face au parti tout puissant. Dans son cabinet d'une soixantaine d'avocats, Li Fang Ping est seul à prendre en charge les «dossiers sensibles». «On me laisse faire, parce que tout le monde pense que c'est important. Beaucoup de jeunes avocats veulent essayer de faire évoluer le système.» Il y a encore quelques années, les Li Fang Ping ou Jiang Tianyong n'existaient même pas. Il a fallu le choc du Sras en 2003, lorsque la Chine a dû rendre des comptes après avoir caché l'ampleur de l'épidémie, pour qu'une nouvelle génération de défenseurs émerge. Avec la loi comme «arme» pour faire progresser le droit du citoyen : «Les lois existent en Chine, explique Li Fang Ping, le problème, c'est de les faire appliquer.»

Les résultats ne sont pas souvent à la hauteur des espérances, et la justice reste souvent un grand mot. L'année dernière, Li Fang Ping a pris la défense de Yang Chulin, un paysan de 52 ans du Heilongjiang (nord-est), qui avait saisi l'occasion des JO pour lancer une pétition sur Internet, afin de protester contre la saisie illégale des terres. Son slogan était sans équivoque : «Nous voulons des droits de l'homme, pas des JO.» La pétition a reçu 10 000 signatures mais Yang Chulin a fait l'objet d'une enquête de la police locale de Jiayusi, qui a duré de juillet à octobre 2007. Durant tout ce temps, Li Fang Ping a proposé ses services mais n'a pas pu entrer en contact avec lui. Finalement, le procès s'est tenu en février 2008. L'avocat a construit sa plaidoirie autour de la constitution chinoise, qui, en théorie, laisse à chacun sa liberté d'expression. Les tribunaux, eux, ont jugé que les paroles de Yang Chulin étaient «nuisibles à la sécurité de l'Etat». Il a été condamné à cinq ans de prison.

Pas d'argent. Aujourd'hui, Li Fang Ping, qui reçoit des milliers de dossiers par an, ne sait pas quelle sera sa prochaine affaire. Peut-être celle des parents des enfants morts dans les écoles mal construites du Sichuan, balayées dans le tremblement de terre : «Pour l'instant, personne ne les écoute, c'est eux qui sont persécutés.» Jiang Tianyong dit de son

côté qu'il va continuer à essayer d'obtenir le renouvellement de sa licence. Quand ils s'impliquent sur les dossiers sensibles, ils ne gagnent pas d'argent, et en perdent souvent. Mais rien ne semble pouvoir ébranler leur détermination. «Bien sûr, on est souvent frustrés de l'issue de ces procès, reconnaît Li Fang Ping, mais nous continuons, évidemment. Il y a peu, tous ces gens n'auraient même pas pu se défendre. Seule une prise de conscience générale fera progresser la justice. Cela prendra du temps.»

Source: Libération.fr

## UN CHOIX POLITIQUE EN FAVEUR DE PÉKIN

23 juillet 2008

**I**l y a 7 ans, le Comité international olympique désignait Pékin parmi 5 villes candidates pour les JO 2008. Ancien cadre du CIO et bon connaisseur de la Chine, le professeur Jean-Loup Chappelet revient sur ce choix éminemment politique. C'était le 13 juillet 2001 à Moscou lors de la 112e session du Comité CIO. Fortement soutenue par le président d'alors, l'Espagnol Juan Antonio Samaranch, Pékin obtenait l'organisation des Jeux avec 56 votes. Et ce, face à Toronto, Paris, Istanbul et Osaka.

Jean-Loup Chappelet, professeur à l'Institut de hautes études en administration publique de Lausanne, ancien directeur au CIO présent à Moscou en 2001 et ancien résident en Chine durant 2 années, rappelle les conditions de ce vote et ses véritables motivations.

**swissinfo:** A l'époque, le CIO venait de traverser une crise profonde liée à des affaires de corruption dans la désignation de Salt Lake City pour les Jeux d'hiver 2002. L'élection de Pékin s'est-elle déroulée de manière correcte?

**Jean-Loup Chappelet:** Suite à ce scandale de 1999 (10 exclusions et démissions de membres du CIO et 10 blâmes), tant le CIO que les villes candidates ont observé une grande prudence. Il n'y a donc pas eu de grosse tentative de corruption. D'autant que Pékin était la grande favorite qui avait raté de très peu l'organisation des Jeux de 2000, finalement attribués à Sydney.

Il y avait d'autres très bons dossiers comme Paris et Toronto. Mais le CIO et surtout Juan Antonio Samaranch voulaient depuis très longtemps attribuer les JO à Pékin. C'était un choix politique et économique. Le CIO et ses sponsors ont vu de meilleures perspectives avec Pékin qu'avec les autres villes. Et ce, en touchant un cinquième de l'humanité. De fait, pour la première fois de l'histoire des Jeux, le sponsoring national a dépassé le sponsoring international.

**swissinfo:** La question des droits de l'homme a-t-elle pesé?

**J-L C:** Deux villes candidates (Paris et Toronto) ont essayé de soulever ce thème pour faire de la mauvaise publicité à Pékin. Mais ça n'est pas allé beaucoup plus loin, à part quelques manifestations à Moscou violemment réprimées quelques jours avant le vote.

Les membres du CIO ont bien été sensibilisés à ces questions. Mais ça ne les a pas empêchés de voter pour Pékin.

**swissinfo:** Et la question de l'environnement?

**J-L C:** Elle a aussi été abordée. La pollution à Pékin était déjà un problème connu. Mais là aussi, les membres du CIO ont passé outre.

C'est d'ailleurs toujours pareil avec le CIO. Quand on soulève un problème, il répond que l'attribution des Jeux permettra d'améliorer la situation. Et après coup, le CIO se défend en affirmant que les Jeux ne peuvent pas tout résoudre.

De fait, le vrai but du CIO, c'est de donner les Jeux à la ville où lui et le mouvement olympique brilleront le plus.

**swissinfo:** Vu d'aujourd'hui, le CIO a-t-il fait le bon choix, selon vous?

**J-L C:** Il a sans doute fait le bon choix. Les préparatifs se déroulent plutôt bien. Mais ça peut déraiper à tous moments. La Chine a pris d'énormes risques en voulant organiser ces Jeux. Le pouvoir chinois était d'ailleurs partagé sur l'opportunité de cette candidature. Et s'il y a le moindre incident, ce sera une perte de face pour la Chine.

La Chine a voulu organiser ces Jeux non pour des raisons économiques, mais pour afficher son statut de grande puissance. S'il y a un attentat ou l'éclat d'un athlète protestataire, cet objectif sera remis en cause. Ce qui pourrait avoir des répercussions politiques.

Ces Jeux sont ceux du courant libéral, favorable à l'ouverture de la Chine au monde. Un échec provoquerait une recomposition du pouvoir chinois, comme lors des événements de Tiananmen en 1989.

Source: swissinfo.org

## AVANT LES JO, PÉKIN VEUT CONTRÔLER SON IMAGE

24 juillet 2008

**A** quinze jours du lancement des Jeux olympiques d'été de Pékin, la Chine veut contrôler son image. Dans une enquête publiée jeudi 24 juillet, le New York Times révèle notamment que les autorités chinoises "achètent" depuis plusieurs semaines le silence des familles de victimes du séisme du Sichuan. Le tremblement de terre du 12 mai a officiellement fait soixante-dix mille morts, dont plus de dix mille enfants tués dans l'effondrement de leurs écoles. Depuis, la polémique sur la vétusté des bâtiments scolaires et la négligence des autorités fait rage. Pour faire taire ces accusations, raconte le quotidien new-yorkais, des fonctionnaires de la province du Sichuan rendent visite aux parents de victimes afin de leur proposer de l'argent en échange de leur silence.

Le contrat proposé aux familles, dont le journal s'est procuré une copie, les engage à "obéir à la loi et à préserver

l'ordre social et à ne prendre part à aucune action qui perturberait l'effort de reconstruction". Une autre clause rend hommage aux autorités: "Le Parti communiste et le gouvernement nous ont tendu leurs mains et ont mobilisé la société pour nous aider et soulager notre souffrance." Les sommes offertes pour la signature du contrat varient. Elles ne sont pas stipulées par écrit dans le contrat, mais proposées oralement. Le New York Times cite le cas d'une famille de Hanwang qui s'est vu offrir 60 000 yuans (5 580 euros) en liquide et 38 000 yuans (3 530 euros) de pension.

Cette mobilisation des autorités pour obtenir le silence des familles de victimes du séisme s'inscrit dans une campagne plus large de reprise en main de la médiatisation de la catastrophe du 12 juin: des manifestations de parents ont été réprimées par la police; les médias ont reçu ordre de ne plus faire de reportages sur les effondrements de bâtiments, tandis que les autorités locales ont bouclé l'accès aux ruines et envoyé des engins de chantier pour

raser les décombres. Beaucoup de parents d'élèves, excédés par l'enquête menée par les autorités locales qui conclut que l'effondrement des établissements scolaires est seulement dû au séisme, espéraient se rendre à Pékin pendant les Jeux pour faire signer des pétitions, mais craignent de ne pas en avoir l'autorisation.

#### TROIS PARCS POUR MANIFESTER À PÉKIN

Mercredi 23 juillet, le comité d'organisation a en effet annoncé que les manifestations pendant les Jeux seront autorisées, mais dans trois parcs de Pékin, tous éloignés du centre-ville. "La loi chinoise donne le droit aux gens d'organiser des manifestations et cortèges légaux", a expliqué le directeur de la sécurité du comité, mais les manifestants devront déposer une demande d'autorisation cinq jours auparavant auprès des forces de police, détaillant la nature de la manifestation et le nombre de participants attendus. Si la désignation de lieux spécifiques pour les manifestations en marge des JO est une pratique courante – la charte du Comité international olympique interdit que les Jeux fournissent un cadre à la "propagande politique, religieuse ou raciale" –, les demandes préalables d'autorisation constituent un moyen pour Pékin de contrôler les rassemblements.

Dans le même temps, le gouvernement a fait savoir que les publicités dégradant l'image de la Chine seraient interdites pendant la compétition, du 8 au 24 août. Pékin ne tolérera aucun message à caractère "obscène, sexuel, superstitieux ou indigne", dit le gouvernement dans un communiqué diffusé sur son site Internet. Les publicités pour les produits censés améliorer les performances sexuelles ou pour les cigarettes seront notamment interdites. Les diffuseurs seront en revanche encouragés à se concentrer sur les valeurs de l'olympisme, comme le respect de l'environnement ou de la diversité culturelle.

Source : *Lemonde.fr*

#### JO 2008: INCIDENT ENTRE PRAGUE ET PÉKIN SUR LE TIBET

26 juillet 2008

Le badge aux couleurs tibétaines que portait le premier ministre tchèque pour annoncer qu'il n'assisterait pas à la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques n'a pas laissé Pékin indifférent. La Chine a fait part à Prague de sa préoccupation. "La partie chinoise a exprimé sa préoccupation que Prague puisse avoir changé sa politique et commence à prôner la politique du Tibet indépendant. Nous l'avons assuré que ce n'était pas le cas", a indiqué un porte-parole du ministère tchèque. "Depuis longtemps, nous menons des pourparlers transparents avec la Chine et ne cachons pas nos réserves face à l'état des droits de l'Homme et des droits culturels au Tibet. Et c'est ce que le Premier ministre a voulu exprimer en portant ce drapeau", a dit le porte-parole. "La partie chinoise a accepté cette explication". Le 15 juillet, M. Topolánek avait annoncé à Prague qu'il partirait le 13 août à Pékin pour soutenir pendant trois jours les athlètes tchèques lors des JO-2008 (8-24 août). Dans le même temps, le chef du gouvernement tchèque a réitéré son refus d'assister à la cérémonie d'ouverture des JO-2008, en réaction aux événements survenus en mars au Tibet.

Source : *swissinfo*

#### MCCAIN RENCONTRE LE DALAÏ LAMA ET INVITE LA CHINE AU DIALOGUE

26 juillet 2008

John McCain, candidat républicain à la présidence des Etats-Unis, a rencontré vendredi le Dalaï Lama dans le Colorado. Il a dans le même temps invité Pékin au dialogue. "J'exhorte les dirigeants chinois à engager le dialogue et à faire des progrès avec les représentants de Sa Sainteté pour répondre aux justes revendications du peuple tibétain", a-t-il déclaré, aux côtés du chef spirituel des bouddhistes tibétains. Il a également exhorté "le gouvernement chinois à libérer les prisonniers politiques tibétains (...) et à s'engager dans la voie d'un dialogue significatif et d'une véritable autonomie pour le Tibet". Selon le Dalaï Lama, le sénateur de l'Arizona a manifesté une "véritable préoccupation" pour la situation des droits de l'homme, de la démocratie et de l'environnement en Chine.

Source : *swissinfo*



29 juillet 2008

**L**es manifestations de Tibétains se sont multipliées ces derniers mois dans la perspective des Jeux Olympiques à Pékin. Une nouvelle génération de militants s'est ainsi révélée, celle des jeunes Tibétains en exil.

Une des images les plus fortes des manifestations récentes a sans conteste été celle de Pema Dolkar. Lors de la cérémonie de la flamme olympique dans le village grec d'Olympie, fin mars 2008, elle s'était jetée devant un coureur en criant «stop killing Tibet!», le visage enduit de ketchup.

En 2001, c'est l'actrice Yangzom Brauen qui avait suscité une émotion mondiale alors qu'elle se trouvait à Moscou. La jeune femme participait à une manifestation contre l'attribution des Jeux à Pékin. Furieuse et bouleversée, elle avait été arrêtée et emmenée par la police moscovite.

Les deux jeunes femmes vivent en Suisse. Ce n'est pas un hasard: la Suisse compte près de 4000 Tibétains en exil, ce qui en fait la plus grande communauté hors d'Asie.

#### Association de jeunes

Etudiante en sciences des médias, la Bernoise Tenzin Losinger-Namling était aussi à Olympie ce printemps. Elle a participé à la contre-manifestation symbolique – la course tibétaine de la flamme olympique – pour manifester contre le mépris des droits de l'homme en Chine et pour un Tibet libre.

A l'instar de Pema Dolkar et de Yangzom Brauen, Tenzin Losinger-Namling est membre de l'association «Tibeter Jugend in Europa» ou «Tibeter Youth Association in Europe» (VTJE/TYAE). Celle-ci compte aujourd'hui quelque 350 membres.

L'association a été créée en 1970 à Zurich. Son but explicite était d'assumer la «responsabilité morale» des exilés face à leur peuple et à leur pays.

En Grèce, le petit groupe de militants suisses avait été très vite suivi par des forces de sécurité chinoises. «Ils savaient tout de nous», explique Tenzin Losinger-Namling. La jeune femme est persuadée que les échanges de mails ont également été contrôlés. Des virus ont en tout cas fait leur apparition dans les ordinateurs. Cette surveillance chinoise n'a toutefois pas effrayé l'étudiante. Au contraire, sa motivation s'en est trouvée renforcée. «Cette réaction montre que le gouvernement chinois a peur de nous, et c'est bien ainsi», dit la Bernoise d'adoption.

#### Encore plus sous pression

La colère ne quitte pas Tenzin Losinger-Namling quand il s'agit de politique chinoise. Bien qu'elle n'ait jamais été au Tibet, elle ressent un lien fort avec ce pays. «Le gouvernement chinois y agit de façon hypocrite», dit-elle. Beaucoup se laissent aveugler.

Pour Tenzin Losinger-Namling, montrer de la sympathie pour le Tibet ne suffit pas. «Ce qui importe, c'est de faire quelque chose.» Y a-t-il des limites à l'activisme politique? «Je suis prête à aller loin, mais sans violence», dit la jeune femme qui porte la chemise blanche et les grandes boucles d'oreille tibétaines.

Mais cet engagement, qui ne recule jamais devant la provocation, est-il conciliable avec la «voie médiane» prônée par le Dalaï Lama pour permettre le dialogue sur l'autonomie culturelle?

Contrairement au Dalaï Lama, Tenzin Losinger-Namling revendique un Tibet indépendant. Mais «je suis consciente qu'étant donné la pression politique qui pèse sur lui, le Dalaï Lama doit choisir une autre voie», affirme-t-elle.

#### Question d'intégration

N'empêche: «Le mouvement pour un Tibet indépendant a trouvé dernièrement une nouvelle dynamique, explique l'étudiante. Les problèmes sont abordés de manière créative.»

Selon la jeune femme, ce changement de style n'est pas lié à l'arri-



L'intervention militante de l'activiste suisse Pema Dolkar à Olympie fin mars 2008 lors de la cérémonie de la flamme olympique avait suscité une émotion mondiale. (Reuters)

vée d'une nouvelle génération dans le mouvement. C'est plutôt une question de langue et d'intégration dans le pays d'accueil, dit-elle.

Beaucoup de Tibétains exilés de la première heure, par exemple ceux qui habitent à Rikon, dans l'Oberland zurichois, où une importante communauté est établie, ne savent pas un mot d'allemand. Pour eux, il est plus difficile de s'adresser au grand public.

La communauté tibétaine de Rikon est née grâce à l'accueil de nombreux réfugiés par les anciens patrons de la fabrique de casseroles Kuhn Rikon en 1960, après la répression chinoise. Ils avaient reçu un travail et un logement.

#### Exigences des jeunes

«L'engagement des jeunes est plus visible sur le plan médiatique mais le message est resté le même», confirme Dolkar Gyaltag, la tante de Tenzin. Agée de 59 ans, cette Tibétaine a grandi, comme tant d'autres enfants de réfugiés, au village d'enfants Pestalozzi de Trogen.

«Les jeunes savent mieux utiliser les médias, poursuit Dolkar Gyaltag. Ils sont aussi imprégnés d'occident.»

«Les anciens demandaient à l'opinion mondiale de se préoccuper de la question tibétaine, tandis que les jeunes l'exigent», précise Dolkar Gyaltag. Ou, en d'autres mots: avant, on priait, aujourd'hui on proteste.

Les plus âgés acceptent le changement. Pour autant que le recours à la violence reste tabou.

#### Idées à profusion

Les nouveaux activistes de la cause tibétaine ne manquent en tout cas pas d'idées provocatrices. «Je ne couche pas»: ces mots, faisant allusion au président de la Confédération Pascal Couchepin, ont été projetés la nuit début juillet sur la façade du Palais fédéral, soit un mois avant l'ouverture des Jeux olympiques. Le visage du conseiller fédéral était aussi projeté, un bandeau noir sur les yeux et la bouche.

Organisée par quatre organisations tibétaines, cette action vise la population suisse de boycotter la cérémonie d'ouverture des Jeux le 8 août prochain. La population est aussi invitée à intervenir auprès du Conseil fédéral.

La place fédérale avait déjà été le théâtre d'une protestation tibétaine en 1999. Lors de la visite du président chinois Jiang Zemin, des activistes avaient agité sur un toit des drapeaux «Free Tibet», ce qui avait provoqué l'ire des officiels chinois vis-à-vis de la Suisse.

Source: swissinfo

## JO: LES MÉDIAS VONT GOÛTER AU WEB ALLÉGÉ À LA CHINOISE

30 juillet 2008

|| Des failles dans la «grande cybermuraille»

A l'occasion des Jeux Olympiques, les médias vont finalement avoir un aperçu d'un des nouveaux monuments chinois, mondialement célèbre : son « Grand Firewall », du nom du dispositif technique permettant de filtrer les accès à des sites web ciblés (lire le rapport de Reporters Sans Frontières consacré à la cyber-censure en Chine).

Les journalistes couvrant les JO n'auront finalement qu'un inquiétant «forfait» allégé, défini par Pékin comme «convenable et suffisant» pour faire leur travail, selon les mots d'un porte-parole du comité d'organisation des JO. Dans la peau des internautes chinois, les milliers de journalistes pourront consulter tous les sites, à l'exception de ceux que Pékin préférera mettre à l'ombre. Ainsi, les journalistes ne devraient pas avoir accès à des pages ou des sites contenant des informations sur le mouvement spirituel Falungong, qui est interdit en Chine. Cette liste noire n'a pour l'heure pas été détaillée par la Chine.

Mais certains journalistes arrivés en avance ont pu constater certains blocages. Plusieurs d'entre eux ont signalé la censure de sites d'informations tels que la version chinoise BBC (cible classique de la censure chinoise), la radio allemande Deutsche Welle, des quotidiens de Hong-Kong ou le site d'Amnesty International, qui vient juste de publier un rapport sur les Droits de l'homme en Chine. Ils soulignent également que les vitesses constatées sur les réseaux chinois, sont près de dix fois plus lentes que celles des précédents Jeux de Sydney. Des lenteurs qui pourraient être en partie dues aux mesures techniques de filtrage du web chinois. Si les sites ne sont pas accessibles, a rétorqué Pékin, c'est sûrement la faute de ces sites eux-mêmes...

CIO : « nous n'avons jamais envisagé un accès libre »

Alerté, le Comité international olympique (CIO) a affirmé

Jingjing et Chacha, les deux «cyber-policiers» affichés par certains sites chinois. (AP)

## LA CONTROVERSE ASSOMBRIT LE CIEL DE PÉKIN

1<sup>er</sup> août 2008

Les derniers JO, Henri Sérandour, le président sortant du Comité national olympique français, espérait «les vivre au maximum». Seulement voilà, il va partir pour Pékin avec, cette fois, «beaucoup d'anxiété», parce qu'il «redoute un coup sournois, la faiblesse d'un élément de la délégation qui penserait faire un bon coup et aurait été manipulé par des gens extérieurs...» Entre les émissions de CO2, les violations des droits de l'homme, le musellement des médias et accessoirement le dopage, le sport aux JO de Pékin serait-il devenu une incongruité ?

L'Association mondiale de la presse, soit 18 000 journaux de 102 pays, vient ainsi d'inviter les athlètes à «faire pression sur les autorités chinoises pour qu'elles mettent fin à leurs atteintes flagrantes aux droits de l'homme». Ces dernières n'en ont cure. Malgré les protestations, elles ont enfoncé le clou en déclarant laconiquement qu'elles ne reviendraient pas sur leur décision de censurer Internet durant les jeux.

Démagogie et realpolitik

La Maison-Blanche a donc engagé une partie de ping-

pong : George Bush, qui vient de s'entretenir ostensiblement avec cinq dissidents chinois, assistera à un service religieux pendant son séjour à Pékin et en profitera pour dissenter sur la liberté de culte. À Paris aussi, les coulisses de la politique éclipsent celles de l'exploit. François Hollande reproche à Nicolas Sarkozy de ne pas boycotter la cérémonie d'ouverture des JO. «Il parle, fait de l'incantation, de l'agitation» et «finalement se soumet». Pour ne pas être en reste, les Verts ont déployé hier un portrait du chef spirituel des Tibétains, devenu le symbole de la défense des droits de l'homme. Quant à l'organisation Reporters sans frontières, elle appelle à manifester «partout dans le monde» pour l'ouverture des Jeux.

Entre démagogie et realpolitik, la nuance n'a plus sa place, remarque l'universitaire Jean-Pierre Lehmann, spécialiste de la Chine, qui dénonce «certains clichés» entretenus à l'Ouest dont celui d'«une société tibétaine rousseauesque qui ne correspond pas à la réalité». La confusion n'épargne personne. Pas même le Comité international olympique, qui a fait hier son mea culpa à propos de l'«affaire Internet». «Il est évident que j'ai fourni, au nom du CIO, des informations incomplètes», a reconnu Kevin Gosper, le responsable de la commission presse, en laissant entendre que le président du CIO,

Devant cette rectification catégorique, le CIO a fini par reconnaître que la Chine n'avait jamais envisagé de fournir un internet complètement libre aux journalistes étrangers. «Les responsables chinois ont toujours fait clairement savoir que l'accès à certains sites posait problème et nous travaillons avec eux pour nous assurer que les médias aient le moins de restrictions possibles», a concédé un porte-parole de l'organisation. «J'ai aussi été avisé que certains membres du CIO avaient négocié avec les Chinois le blocage de certains sites sensibles», a admis un membre du CIO au South China Morning Post, un journal de Hong Kong.

*Les contradictions du CIO*  
Des déclarations qui contredisent pourtant les propos de Jacques Rogge, le président du CIO. «Pour la première fois, les médias étrangers pourront faire des reportages librement, les transmettre librement en Chine. Il n'y aura pas de censure sur internet», avait-il assuré mi-juillet.

Washington a, de son côté, enjoint Pékin à ne pas avoir peur d'Internet. «Le président Bush dit depuis longtemps que la Chine n'a rien à craindre d'un accès plus grand qui serait donné à l'Internet ou à la presse, ou de davantage de liberté religieuse et davantage de liberté humaine et davantage de droits de l'Homme», a souligné la porte-parole de la Maison-Blanche. «Nous voulons voir un accès plus grand pour les journalistes, nous voulons voir tout le monde en Chine avoir davantage d'accès», a-t-elle plaidé.

Source : le figaro.fr



6

Jacques Rogge, avait approuvé la décision des Chinois de censurer la Toile. Kevin Gosper, qui «soupçonne un accord ou une entente», avoue se sentir «dupé». Jacques Rogge, qui est arrivé hier à Pékin, n'a pas réagi, mais la polémique risque d'empoisonner la réunion du CIO ce week-end. D'autant qu'une lettre ouverte signée par dix-sept personnalités, dont l'ancien président tchèque Vaclav Havel et le Prix Nobel de la paix Desmond Tutu, exhortent le CIO à «ne pas être en contradiction avec la charte olympique» en contribuant à assurer la liberté d'information dans l'empire du Milieu.

Source : *Le figaro.fr*

## JACQUES ROGGE : "NOUS AVONS FAIT PREUVE D'IDÉALISME"

2 août 2008

**L**e Comité international olympique (CIO) a décidé de contre-attaquer. Mis en cause après que la Chine a restreint cette semaine l'accès à certains sites Internet, des cadres du CIO ont multiplié les interventions dans les médias, samedi 2 août, pour affirmer qu'il n'y a pas eu d'accord entre l'instance olympique et les autorités chinoises. "Nous exigeons que les différents médias aient l'accès le plus complet possible pour couvrir les JO et j'affirme qu'il n'y a aucun accord pour bloquer l'accès à certains sites", a ainsi déclaré Jacques Rogge, président du CIO. "Je suis heureux de l'accès rétabli au site de la BBC, de Wikipédia et de sites des droits de l'homme", a-t-il ajouté, précisant que "le CIO a exigé l'accès le plus complet possible et c'est ce que le Bocog [le comité d'organisation des Jeux olympiques de Pékin] s'est engagé à fournir". En milieu de semaine, des journalistes accrédités pour les JO de Pékin s'étaient émus de ne pouvoir accéder à certains sites Internet, notamment ceux d'Amnesty International, de Reporters sans frontières ou de la BBC. Vendredi, la Chine avait lâché du lest en autorisant l'accès à ces sites, mais bloquait toujours ceux de dissidents, de groupes pro-tibétains ou toute page Web ayant trait au mouvement spirituel Fa Lun Gong, interdit en Chine, ou encore à la répression du mouvement démocratique de Tiananmen en 1989. "Le CIO n'a pas à pré-

senter d'excuses [auprès des médias] sur quelque chose dont il n'est pas responsable. Nous avons fait preuve d'idéalisme en pensant que [l'accès illimité à Internet] serait possible, alors, bien sûr, quand on est idéaliste, on peut être naïf", a reconnu le président Rogge. "Dès mardi, j'ai demandé à M. Felli [responsable au CIO pour les questions d'organisation] de tenir des conversations avec le Bocog et je me réjouis que des sites aussi importants que la BBC aient été réouverts grâce à ce dialogue", a ajouté M. Rogge, reprenant les arguments donnés toute la journée de samedi par plusieurs cadres du CIO. Un peu plus tôt, l'Australien Kevan Gosper, membre de la commission exécutive du CIO, affirmait en effet qu'il avait "reçu personnellement l'assurance, lors d'une réunion avec Rogge, à Pékin, qu'il n'existe aucun accord pour neutraliser les sites controversés". Dans un entretien paru dans *Le Monde*, Hein Verbruggen, membre du CIO et président de la commission de coordination des Jeux de Pékin, a quant à lui estimé que la réouverture partielle du Web par les autorités chinoises était le "fruit de l'intervention du CIO". M. Verbruggen a par ailleurs jugé que les Chinois avaient, dans les faits, été plus loin que leurs engagements auprès du CIO : "L'accord passé avec les organisateurs chinois donne la possibilité aux journalistes de faire librement des reportages sur les Jeux. Les Chinois ont même été plus loin en les autorisant à faire des reportages sur des sujets généraux." "Mais ils ont toujours émis une réserve sur ce qui constitue un danger pour la sécurité nationale. Ils en ont le droit", a-t-il conclu.

Source : *Le Monde.fr*

## QUATRE ÉTRANGERS ARRÊTÉS POUR UNE BANDEROLE «TIBET LIBRE»

6 août 2008

**Q**uatre étrangers ont été interpellés par la police, mercredi matin à proximité du stade national à Pékin, après avoir déroulé une banderole «Tibet libre». Les organisateurs des Jeux ont «vigoureusement condamné» cette manifestation. Ces quatre personnes, dont la nationalité n'est pas précisée par l'agence Chine Nouvelle, se sont retrouvées peu avant six heures du matin près du stade national, sur-nommé le Nid d'oiseau. Deux des hommes ont escaladé un grand poteau métallique pour attacher la banderole le plus haut possible.

La police est arrivée sur les lieux 12 minutes plus tard et a emmené les quatre manifestants entrés en Chine avec des visas de touristes, a indiqué l'agence. Selon l'organisation Students for a Free Tibet, qui milite pour l'indépendance de la région, les manifestants sont deux hommes américains, un homme et une femme britanniques. Ils ont entre 23 et 34 ans. Ils ont aussi déployé des drapeaux tibétains devant le stade et une autre grande banderole, précise l'organisation. La première banderole affichait «Un monde, un rêve: Tibet libre» en anglais, en référence au slogan olympique. La deuxième banderole affichait «Le Tibet sera libre» en anglais et «Libérez le Tibet» en chinois. La directrice de l'ONG, interrogée par l'AFP, affirme qu'ils sont restés sur place pendant une



heure et demie, et non douze minutes comme l'affirme Chine Nouvelle. Selon Lhadon Tathong, l'un des manifestants, perché sur un poteau métallique, est resté en contact téléphonique avec ses camarades basés à Washington pendant toute la manifestation. Depuis leur arrestation, leurs téléphones portables ont été fermés. «On ne risque pas de les revoir de sitôt», a-t-elle commenté.

Source : *libération.fr*

### Message de Sa Sainteté le Dalai Lama sur les Jeux Olympiques de Pékin

Je présente mes compliments à la République Populaire de Chine, les organisateurs, les sportifs et athlètes qui participeront aux Jeux Olympiques de Pékin.

Dès le début, lorsque la Chine a postulé pour organiser les Jeux Olympiques, j'ai soutenu le droit à la Chine de les accueillir.

C'est un moment de très grande fierté pour les un milliard trois cents millions de Chinois. Ces Jeux doivent contribuer à promouvoir l'esprit olympique de fraternité, d'ouverture et de paix.

Avec mes prières et mes meilleurs vœux pour la réussite de cet événement.

Le Dalai Lama

6 août 2008

### NÉPAL : LA POLICE INTERPELLE UN NOMBRE RECORD DE 1.400 TIBÉTAINS

8 août 2008

Un nombre record de 1.400 exilés tibétains au Népal ont été interpellés vendredi 8 août à Katmandou pour avoir manifesté près de l'ambassade de Chine, a annoncé la police.

Les actes de protestation se sont multipliés dans le monde pour dénoncer les atteintes aux droits de l'Homme en Chine, à quelques heures de l'ouverture des Jeux Olympiques à Pékin. Peu avant le coup d'envoi des XXIXe Olympiades, le président américain George W. Bush a de nouveau plaidé pour la "liberté d'expression" à Pékin, en inaugurant la nouvelle ambassade des Etats-Unis. "Nous croyons fermement que les sociétés qui permettent la liberté d'expression des idées tendent à être les plus prospères et les plus pacifiques", a-t-il déclaré. De son côté, l'organisation Reporters sans frontières (RSF) a maintenu la pression en piratant vendredi matin une fréquence FM à Pékin pour évoquer la liberté d'expression en Chine, douze heures pile avant l'ouverture des Jeux Olympiques.

**Petites protestations individuelles en Chine**  
A 08H08 précises (00H08 GMT), une voix en français, doublée en anglais, s'est adressée aux autorités chinoises, en déclarant: "Quelles que soient les mesures que vous prenez, vous n'arriverez pas à bout de la liberté de parole".

Robert Ménard, secrétaire général de RSF, a lancé un appel aux autorités chinoises à libérer les prisonniers d'opinion et à cesser de brouiller les fréquences des radios internationales émettant en chinois. Alors que Paris s'est distinguée en interdisant de manifester près de l'ambassade de Chine, pétitions, veillées et manifestations se sont tenues ailleurs en Europe à l'initiative notamment d'associations soutenant les Tibétains et les Ouïghours et du mouvement spirituel Falung Gong. Les protestations encore modestes jeudi devraient s'intensifier avec des rassemblements programmés dans plusieurs grandes capitales européennes. En Chine, de petites protestations individuelles n'ont pu être empêchées par l'intense maillage policier: trois chrétiens américains ont été expulsés jeudi de force de la place Tiananmen pour y avoir prié pour la deuxième fois. Trois autres militants des droits de l'Homme se sont vu refuser l'entrée à Hong Kong depuis mercredi. **"Fin du génocide culturel" au Tibet**  
Deux Britanniques et deux Américains ont en outre été expulsés de Chine vers leurs pays respectifs après avoir déployé mercredi une banderole "Tibet libre" près du stade national à Pékin. Les deux Britanniques expulsés ont assuré à leur arrivée à Londres que d'autres actions auraient lieu. 127 athlètes, dont une quarantaine participent aux Jeux, ont signé une lettre ouverte au président Hu Jintao appelant au respect des droits de l'Homme.

Dans leur lettre, initiée par l'ONG allemande "Sports for Peace", ils appellent notamment le président chinois à "protéger la liberté d'expression et la liberté religieuse dans votre pays, y compris au Tibet".

Quelque 2.500 exilés tibétains ont par ailleurs manifesté à New Delhi et Katmandou. Dans la capitale indienne, près d'un millier d'exilés ont défilé sous très haute sécurité en criant "Dites non aux JO". La police était équipée d'extincteurs et de couvertures de peur que certains moines s'immolent par le feu. Des moines et nonnes, priant et chantant, demandaient aussi la "fin du génocide culturel" au Tibet à Katmandou, suscitant des heurts avec la police. En France, une marche de soutien au Tibet devait être organisée à partir de jeudi autour du Mont Blanc, jusqu'au 24 août. Jetsum Pema, soeur du Dalai Lama, était l'invitée d'honneur de l'association organisatrice. A Washington, des militants ont manifesté jeudi devant l'ambassade de Chine, aux cris de : "Jeux Olympiques de Pékin, Jeux Olympiques du génocide", "la Chine ment, les gens meurent" ou encore "Arrêtez de tuer au Tibet, arrêtez de tuer au Turkestan". A Ottawa, près de 300 personnes, y compris des personnalités et des élus, ont manifesté devant l'ambassade de Chine. Cinq militants du groupe Etudiants pour un Tibet libre s'étaient brièvement enchaînés mercredi aux grilles de l'ambassade, au grand dam de diplomates chinois qui avaient reproché à la police canadienne de ne pas être intervenue assez tôt. Des membres d'Amnesty International ont d'autre part cherché en vain à déposer à l'ambassade une pétition signée par quelque 60.000 Canadiens. A Berlin, des militants des causes tibétaines, mongoles et ouïghoures ont aussi tenté jeudi de déposer une pétition à l'ambassade de Chine. Environ 350 personnes se sont réunies jeudi soir sur une place de la vieille ville de Vilnius pour manifester leur soutien à l'idée d'un "Tibet libre". En Suisse, l'Association de la jeunesse tibétaine organisait des veillées aux bougies à Zurich, Berne, Bâle, Lucerne et d'autres villes.

Source : [nouvelobs.com](http://nouvelobs.com)



## LES MANIFESTATIONS CONTINUENT A DHARAMA-SALA

10 août 2008

**D**epuis la veille de la cérémonie d'ouverture des JO, les Tibétains en exil ont, pour la troisième fois, défilé à Dharamsala, pour exprimer leur colère contre l'occupation chinoise de leur terre natale et la situation qui se détériore à l'intérieur du Tibet. Des centaines de Tibétains dont des moines et des nonnes de différents monastères autour de Dharamsala, ainsi que des supporters étrangers ont pris part à la manifestation autour de McLeod Ganj. Les commerces tenus par les Tibétains sont restés fermés. Ces manifestations régulières sont menées par l'Association des Femmes Tibétaines, Gu-Chu-Sum, le parti national démocratique du Tibet et Students for a free Tibet-India. Les quatre principales organisations non gouvernementales ont organisé nombre de manifestations avant les JO et continueront après les Jeux pour attirer l'attention du monde sur la cause tibétaine. Les manifestants portaient des habits et des bandeaux noirs en marque de protestation, des drapeaux tibétains et des pancartes disant : "Arrêtez les tueries au Tibet", "Stop au génocide" ou "Relâchez tous les prisonniers politiques au Tibet".

Les Tibétains en exil font aussi régulièrement des veillées aux chandelles et des prières pour les vivants et pour les Tibétains morts pendant les manifestations antichinoises au Tibet ces derniers mois.



Les leaders tibétains en exil ont dit que les troupes militaires chinoises ont au moins tué 203 personnes depuis mars de cette année. Le président du Gu-Chu-Sum, Vénérable Ngawang Woebar a précisé que 6800 Tibétains croupissent dans les camps de prisonniers chinois pour avoir protesté contre les lois chinoises. Les organisateurs ont érigé un "mur de la honte" en posters, composé de différentes images de manifestations et de victimes de la répression chinoise, devant lequel les protestataires se sont réunis. "Nous pouvons avoir des idéologies différentes parmi nous (Tibétain), mais nous devons rester unis dans notre combat pour la liberté" a dit le Vénérable Woebar, s'adressant à un large public. "Les Jeux Olympiques ont commencé à Pékin et continueront avec succès, mais nous ne devons pas arrêter notre combat pour notre liberté et la liberté des Tibétains qui souffrent à l'intérieur du Tibet" a-t-il ajouté. "Les sacrifices désintéressés faits par nos frères et sœurs au Tibet ne doivent pas être vains" a rajouté le Vénérable Woebar qui a lui-même subi la torture dans une prison chinoise pour avoir pris part aux manifestations de Lhasa en 1987. " Nous devons stopper la crise grandissante de la répression brutale qui a lieu au Tibet" a-t-il insisté. Les organisateurs de la manifestation ont également incité les athlètes de continuer de parler pour "la vérité et la justice au Tibet" et ils ont demandé à la Chine de commencer à démanteler ce qu'elle appelle "l'occupation coloniale du Tibet".

Source: Phayul



## CINQ INTERPELLATIONS PLACE TIANANMEN

10 août 2008

**U**ne Tibétaine et quatre militants étrangers pro-tibétains ont été interpellés dimanche par la police chinoise alors qu'ils manifestaient sur la place Tiananmen, a indiqué l'organisation Students for a Free Tibet Campaign. Padma-Dolma Fielitz, une Tibétaine originaire d'Allemagne, et un autre militant ont exhibé un drapeau du Tibet sur la fameuse place, coeur historique et politique de la capitale chinoise. Trois autres militants ont ensuite tenté de déployer une banderole affichant en anglais "Les Tibétains meurent pour la liberté". Ils ont tous les cinq été interpellés par la police, la manifestation durant cinq minutes, a précisé l'ONG dans un communiqué. Les quatre étrangers sont deux Américains et deux Canadiens. Ces derniers jours, plusieurs manifestations similaires se sont déroulées à Pékin, vite interrompues par les forces de sécurité. Les étrangers y ayant participé ont été expulsés

Source: nouvelobs.com

## PLUS DE 250 MANIFESTANTS TIBÉTAINS EXILÉS ONT ÉTÉ ARRÊTÉS AU NÉPAL

10 août 2008



La police népalaise a annoncé avoir arrêté dimanche plus de 250 protestataires tibétains en exil qui tentaient d'organiser une autre manifestation devant l'ambassade de Chine à Kathmandou.

Les manifestants, en majorité des nonnes et des moines, ont été rapidement poussés dans des minibus et camions alors qu'ils tentaient de marcher en direction de la mission diplomatique chinoise, strictement gardée. Ils criaient "Nous voulons un Tibet libre" et "Nous voulons la paix". "Nous avons appréhendé plus de 250 manifestants", a déclaré l'officier de police Ramesh Thapa selon lequel ceux-ci devraient être libérés dans la soirée. La police a frappé les activistes qui résistaient à l'arrestation et certains ont été blessés lors de brèves échauffourées. Les Tibétains manifestent quasiment quotidiennement depuis la répression d'une rébellion dans ce pays en mars. (CYA)

Source : rtbf

## AU MOINS SEPT MANIFESTANTS PRO-TIBET ARRÊTÉS À PÉKIN

13 août 2008

Les forces de sécurité chinoises ont arrêté sept personnes qui manifestaient en faveur du Tibet à Pékin. Parmi elles figurent cinq Américains. Un journaliste britannique a également été brièvement appréhendé. Cinq manifestants américains pro-Tibet ont été interpellés alors qu'ils scandaient "Tibet libre" devant l'entrée du Parc de la culture ethnique, situé à proximité des installations sportives qui accueillent les épreuves olympiques. L'endroit où les cinq Américains, vêtus de t-shirts portant le même slogan en faveur du Tibet, ont été emmenés n'a pas été précisé. Au moins deux autres militants ont été appréhendés près du principal site olympique de Pékin, où ils avaient déployé une banderole "Free Tibet", alors qu'une équipe de la télévision bri-

tannique ITN tentait de filmer la scène. Certains témoins ont fait état de sept arrestations. Le journaliste a alors été traîné à terre par les policiers jusqu'à leur voiture avant d'être immobilisé par la force pendant une vingtaine de minutes dans un restaurant, ont indiqué des témoins. "J'ai essayé de leur expliquer que j'étais un journaliste britannique mais ils ne m'ont pas laissé leur montrer mes papiers. Ils étaient très rudes", a déclaré M. Ray à l'AFP. Le journaliste, basé à Pékin et accrédité par les autorités chinoises pour les Jeux Olympiques, a raconté qu'il avait été "maltraité", maintenu au sol, ses chaussures arrachées alors qu'il voulait quitter le restaurant. L'incident de mercredi entre l'équipe d'ITN et la police est le dernier en date d'une série en Chine depuis plusieurs semaines, bien que les autorités aient promis aux médias étrangers la totale liberté d'exercer durant les Jeux Olympiques.

Source : Swissinfo

## «LA CHINE N'ÉCOUTE PAS LE TIBET»

13 août 2008

Avant de rencontrer des parlementaires français au Sénat, seul événement à caractère politique de son séjour hexagonal, le dalaï-lama a tenu mercredi une conférence de presse à Paris. Il en a profité pour faire part de sa «grande déception» à propos des négociations en cours avec la Chine. Des discussions qui font suite à la violente répression par la Chine des émeutes au Tibet, en mars dernier. «Le gouvernement chinois nie les problèmes du Tibet et n'écoute pas les demandes du peuple tibétain», a déclaré le chef spirituel tibétain. Selon plusieurs parlementaires qui l'ont ensuite rencontré à huis clos pendant une heure et demie, le dalaï-lama a même affirmé que la Chine ne respectait pas la «trêve olympique» et continuait sa répression au Tibet. Pour le sénateur socialiste, Robert Badinter, qui a demandé au dalaï-lama si «pendant la trêve olympique la Chine a au moins suspendu ses oppressions, ses arrestations», «la réponse a été très précise: non. Pendant que se déroulent les Jeux, l'oppression du peuple tibétain et la répression continuent». Lors de la conférence de presse, le dalaï-lama s'est en revanche montré plus conciliant sur l'évolution démocratique du régime de Pékin. «La Chine est désireuse de se joindre à la communauté mondiale (...). La communauté internationale a la responsabilité d'entraîner la Chine sur la voie de la démocratie», a ainsi déclaré le dalaï-lama. Le monde ne «doit pas isoler la Chine», a-t-il ajouté.



## À Paris le 10 décembre ?

Les conditions de réception du prix Nobel de la Paix ont été dénoncées par plusieurs parlementaires, de gauche comme de droite. Mercredi encore, Jean-Louis Bianco, vice-président socialiste du groupe d'étude sur le Tibet à l'Assemblée nationale, a dénoncé la discrétion de l'accueil de la France. «Je trouve cela scandaleux. Le dalaï-lama est quand même le prix Nobel de la paix, on n'a pas à se cacher, on n'a pas à avoir honte de le recevoir», a déclaré le député sur France 2, estimant que ce n'est pas en se comportant comme «une carpette qu'on gagne le respect». Nicolas Sarkozy avait approuvé le choix du dignitaire tibétain de ne pas solliciter de rencontre avec lui, à l'occasion de sa visite en

France, au moment où se déroulent les Jeux olympiques de Pékin. Roger Karoutchi, secrétaire d'État aux relations avec le Parlement, a dénoncé les «propos scandaleux» de Jean-Louis Bianco. Confirmant une information du Parisien-Aujourd'hui en France, il a aussi annoncé que le chef d'État français devrait rencontrer le dalaï-lama le 10 décembre à Paris. Une information pas encore confirmée par l'Élysée. Le chef spirituel tibétain est invité à une soirée organisée par le Quai d'Orsay pour le soixantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, adoptée le 10 décembre 1948. Le dignitaire tibétain a toutefois indiqué mercredi qu'il devait normalement se trouver aux Pays-Bas le 10 décembre. «En fait, j'ai prévu à cette date de visiter la Hollande. C'est prévu depuis l'année dernière», a précisé le dalaï-lama en sortant du petit bureau du Sénat où il a rencontré les parlementaires français. Le leader tibétain a indiqué qu'il «souhaite» malgré tout venir à Paris à cette date. En France jusqu'au 23 août, le dalaï-lama devrait rencontrer samedi matin à Nantes l'ancienne candidate socialiste à la présidentielle Ségolène Royal.

Source : le Figaro.fr



#### JO 2008: CINQ MILITANTS PRO-TIBET ARRÊTÉS À PÉKIN

15 août 2008

Des étudiants ont déployé une banderole "Free Tibet" au siège de la télévision chinoise CCTV, recouvrant une affiche olympique pendant trente minutes avant d'être arrêtés. Cinq militants étrangers ont été arrêtés: trois Américains, un Britannique et un Australo-Canadien. Cette grande banderole en anglais et en chinois a été posée en haut d'une palissade recouverte de slogans olympiques, devant l'immeuble avant-gardiste, symbole du nouveau Pékin, conçu par l'architecte néerlandais Rem Koolhaas. Les militants ont été interpellés par les forces de l'ordre peu après avoir posé leur banderole, selon l'organisation Students for a Free Tibet. Ces derniers jours plusieurs manifestations pro-Tibet se sont déroulées à Pékin, vite interrompues par les forces de sécurité. Les étrangers y ayant participé ont été expulsés.

Source : swissinfo

10 août 2008

Un Tibétain en exil participant à une grève de la faim pour protester contre les JO et les actions chinoises au Tibet.



#### PAS D'EFFET JO SUR LES DROITS DE L'HOMME EN CHINE

18 août 2008

Pour les défenseurs chinois et étrangers des libertés, les Jeux Olympiques ne changent rien à la situation des droits de l'Homme en Chine: elle est aussi mauvaise qu'avant. L'attribution en 2001 de la XXIXe Olympiade à la capitale chinoise avait fait naître l'espoir que, désormais sous les regards du monde, Pékin serait obligé de relâcher la pression sur les voix déviant de la doctrine du régime.

Et, durant les compétitions, les ONG ont continué à espérer que les autorités, accueillant des dizaines de journalistes et de touristes internationaux, seraient contraintes de laisser plus de place à la liberté d'expression, à la liberté de culte ou aux dissidents. Les dix premiers jours des compé-

titions n'ont rien montré de tout cela: l'accès à l'internet a été partiellement restreint, des militants pro-Tibet ont été interpellés et les dissidents arrêtés juste avant les Jeux n'ont pas refait surface. "Jusqu'à aujourd'hui, ce qui avait été annoncé publiquement ne se traduit pas dans les faits, ce qui soulève un certain nombre de questions", a déclaré samedi Giselle Davies, porte-parole du Comité international olympique (CIO). Par exemple Zhang Wei, une résidente de Pékin qui a tenté d'obtenir une compensation pour la démolition de sa maison, a été condamnée à trente jours de détention pour "troubles à l'ordre public". Elle avait demandé la permission de manifester dans l'une des trois zones où les autorités voulaient cantonner les protestations, a expliqué son fils, Mi Yu. Le régime avait fait des promesses sur le droit à manifester. "Ils ont fait cette annonce pour le monde extérieur mais, à l'intérieur du pays, ils répriment la population", a déclaré à

l'AFP M. Mi. Les trois sites officiellement dédiés aux manifestations sont largement restés vides. Des militants ont assuré avoir été dissuadés de s'y rendre. Les autorités ont indiqué lundi que pas une seule demande n'avait débouché sur une manifestation, le détail s'établissant ainsi: 77 demandes effectuées, 3 rejetées et 74 retirées par les personnes les ayant déposées. Pour Nicholas Bequelin, de l'organisation Human Rights Watch (HRW), les Jeux Olympiques n'ont "pas favorisé" les réformes en matière de droits de l'Homme, "ils ont en fait ralenti le travail en cours et provoqué l'augmentation des abus". "La stratégie adoptée par Pékin pour la préparation des Jeux a été d'éradiquer toutes les voix critiques en les empêchant de répercuter un message dans les médias internationaux", dit-il. L'épouse du dissident emprisonné Hu Jia a disparu depuis la veille de l'ouverture des JO. Depuis cette date, toutes les tenta-

tives pour joindre Zeng Jinyan ont échoué.

Hu Jia, l'une des voix les plus critiques du régime, avait été condamné en avril pour "tentative de subversion".

La disparition de Zeng "est clairement liée aux Jeux Olympiques, car nous avons perdu le contact juste avant le début des Jeux", a déclaré à l'AFP Li Fangping, l'avocat du dissident. Lui-même a expliqué avoir quitté Pékin, la pression se faisant trop importante. Un opposant chinois a écrit au président du CIO, Jacques Rogge, pour l'alerter d'une détérioration des conditions de vie en prison en amont des Jeux Olympiques. He Depu, qui purge une peine de huit ans, a affirmé que le sort des prisonniers politiques s'est particulièrement aggravé en dépit des espoirs que les JO serviraient de catalyseur pour un changement, dans cette lettre transmise par Human Rights in China, basée à New York.

Source : AFP

## DIX MILITANTS ÉTRANGERS DÉTENUS À PÉKIN

21 août 2008

**S**elon l'association Students for a free Tibet (Etudiants pour un Tibet libre), les autorités chinoises ont arrêté quatre militants étrangers pro-Tibet dans la nuit du mercredi 20 août au jeudi 21 août alors qu'ils déployaient un drapeau tibétain et criaient "Libérez le Tibet" à proximité du stade olympique à Pékin. Ces quatre manifestants, un Allemand d'origine tibétaine, deux Américains et une Britannique, avaient été placés sous la surveillance rapprochée d'une cinquantaine de policiers en civil avant d'être interpellés. Cette nouvelle interpellation intervient alors que la police pékinoise a annoncé, jeudi, qu'elle condamnait à dix jours de détention administrative les six étrangers appréhendés le 19 août pour "troubles à l'ordre public". C'est la première fois depuis le début des Jeux que la police chinoise annonce la mise sous écrou d'étrangers. Students for a free Tibet estime qu'il est très probable que ces six personnes soient des militants américains. Sur son site, l'ONG les identifie, affirmant que parmi eux se trouve un artiste, James Powderly, cofondateur de l'association Graffiti Research Lab, ainsi que cinq blogueurs Américains - Brian

Conley, Jeffrey Rae, Jeff Goldin, Michael Liss et Tom Grant. Une information en partie corroborée par la femme de Brian Conley, qui a indiqué avoir reçu mardi le SMS suivant de son mari : "En prison. Tout va bien." Mais aucune précision sur la nationalité ni l'identité des détenus n'a été divulguée par la police chinoise, qui s'est contentée de faire référence à "Thomas et cinq autres étrangers". Dans un communiqué, les Etats-Unis se sont dit "préoccupés" par "les informations selon lesquelles les Chinois ont placé en détention des manifestants". "Nous appelons la Chine à respecter le droit fondamental et universellement reconnu à exprimer pacifiquement ses opinions", a ajouté l'ambassade des Etats-Unis. Et d'exhorter les Chinois "à présenter leur meilleur visage durant ces Jeux olympiques". Ces derniers jours, plusieurs manifestations pro-Tibet se sont déroulées à Pékin, vite interrompues par les forces de sécurité. Certains étrangers y ayant participé ont été expulsés.

Source : lemonde.fr

## DÉMENTI DU DALAÏ LAMA SUR LE BILAN AVANCÉ DE 140 TIBÉTAINS TUÉS PAR L'ARMÉE CHINOISE

21 août 2008

**L**e bureau du Dalaï Lama a démenti jeudi dans un communiqué que le chef spirituel tibétain eut évoqué, dans un entretien au quotidien français *Le Monde*, un bilan de 140 personnes tuées par des tirs de l'armée chinoise le 18 août dans l'est du Tibet.

Dans cet un entretien, le Dalaï Lama a accusé l'armée chinoise d'avoir "tiré sur la foule" le 18 août dans la région du Kham, et avancé le chiffre, qui "demande à être confirmé", de 140 Tibétains tués.

Au journaliste qui lui demandait si la "répression avait continué au Tibet malgré la trêve olympique", le Dalaï Lama a répondu que "l'armée chinoise a encore tiré sur la foule, lundi 18 août, dans la région de Kham, dans l'est du Tibet". "Cent quarante Tibétains auraient été tués, mais ce chiffre demande à être confirmé", a déclaré le chef spirituel tibétain, en visite à vocation pastorale en France. Le Dalaï Lama a également assuré que depuis le début des émeutes, le 10 mars, "des témoins fiables ont pu établir que 400 personnes ont été tuées dans la seule région de Lhassa. Tuées par balles, alors qu'elles manifestaient sans armes". "Si l'on considère tout le Tibet, le nombre de victimes est bien sûr plus grand. Dix milles personnes

ont été arrêtées. On ne sait pas où elles sont incarcérées", a-t-il ajouté. Le représentant du Dalaï Lama à Genève, Tseten Samdup Chhoekyapa, a précisé de son côté que les violences mentionnées par le chef spirituel tibétain le 18 août s'étaient déroulées à Garze, une ville à population tibétaine du Sichuan où la situation est tendue depuis des mois. Il a dit que l'information provenait d'une source "fiable" à Garze. Le bureau du Dalaï Lama a pour règle de ne diffuser une information qu'après avoir obtenu deux sources, selon Chhoekyapa, mais "en raison d'un black-out absolu sur l'information là bas, nous n'avons pas pu le faire". Des groupes d'activistes tibétains contactés par l'AFP qui fournissent d'habitude des informations sur la répression dans ces zones ont indiqué ne pas être au courant des tirs mentionnés par le Dalaï Lama. Ils ont toutefois ajouté que leurs sources d'information s'étaient taries en raison de la répression. Dans son entretien au *Monde*, le prix Nobel de la paix avance également que l'armée chinoise construit désormais "de vrais campements militaires". "La présence militaire au Tibet est ancienne, mais la frénésie de constructions nouvelles, dans les régions de l'Amdo et du Kham, me fait dire que cette colonisation par l'armée est destinée à durer", a-t-il déclaré. Le Dalaï Lama a également estimé qu'"aucune ouverture n'a été enregistrée" dans les discussions avec Pékin. "Après les émeutes de mars et les jeux Olympiques, nous avons cru à des signaux positifs. Nous avons vite déchanté. Nos émissaires se sont heurtés à un mur", a-t-il dit.

Source : Edicom.ch

## NOUVEAU CAS DE JOURNALISTES MALMENÉS À PÉKIN: "REGRETTABLE", ESTIME LE CIO

22 août 2008

Le comité international olympique (CIO) a jugé vendredi "regrettable" le traitement infligé mercredi par la police chinoise à deux journalistes étrangers qui couvraient une manifestation pro-tibétaine. "Ce qui s'est passé est regrettable", a déclaré la porte-parole du CIO, Giselle Davies, rappelant qu'il s'agissait du deuxième incident du même type en quelques jours. Mercredi soir près du Stade olympique à Pékin, des policiers en civil avaient malmené les deux photographes de l'agence Associated Press qui prenaient des clichés de cette manifestation, selon le Club de la presse étrangère en Chine (FCCC). "L'un a été mis au sol, visage contre terre, un bras tordu dans le dos, son appareil pris (...) l'autre est tombé après avoir été poussé, son appareil photo lui a été arra-

ché", selon le communiqué du FCCC. Les journalistes avaient ensuite été embarqués, puis interrogés dans un bâtiment non loin du lieu de l'incident. Les cartes mémoire de leurs appareils avaient été confisquées. "Nous avions déjà dit que nous ne voulions plus voir cela", a ajouté la porte-parole, relevant aussi que ces cas étaient minoritaires par rapport au 20.000 à 30.000 journalistes présents pour les Jeux Olympiques à Pékin. Le vice-président du Comité d'organisation, Wang Wei, a affirmé vendredi devant la presse que les journalistes avaient été pris pour des manifestants et qu'ils avaient été relâchés après avoir été identifiés. Les autorités chinoises avaient promis que les médias auraient une plus grande liberté pendant les Jeux. Le FCCC indique avoir recensé plus de 30 cas confirmés d'ingérence et dix de violences policières à l'encontre des journalistes étrangers depuis le 25 juillet.

Source : *lemonde.fr*

## APRES LES JEUX LES TIBETAINS CONTINUENT DE MANIFESTER A NEW DELHI

25 août 2008

Onze membres du *Tibetan Youth Congress* (TYC) ont manifesté violemment devant l'ambassade de Chine à New Delhi pour protester contre la répression qui s'intensifie au Tibet depuis le soulèvement de mars. Après cette manifestation toutes les personnes ont été arrêtées et conduites au poste de police de Chankypuri. Les manifestants s'étaient enchaînés pour prolonger leur protestation. Leurs slogans exhortaient les autorités chinoises à "quitter le Tibet". Jusqu'à présent les charges retenues contre les membres du TYC ne sont pas connues. Ce rassemblement a eu lieu un jour après la clôture des JO pour rappeler au monde que le Tibet continue de subir une colonisation brutale de la part du gouvernement chinois et qu'il perpétue impunément des violences à l'encontre des Tibétains. Les officiels du CIO qui disaient que les JO amélioreraient les droits de l'homme en Chine doivent revoir la situation. Les JO sont finis mais le mouvement tibétain va continuer. Le TYC réaffirme sa demande pour une indépendance complète du Tibet comme l'aspiration ultime de 6 millions de Tibétains.

Source : *TYC/Phayul*

## PÉKIN EXPULSE HUIT AMÉRICAINS PRO-TIBÉTAINS ARRÊTÉS EN MARGE DES JEUX OLYMPIQUES

25 août 2008

La Chine a expulsé dimanche huit militants Américains pro-Tibétains qui avaient été arrêtés la semaine dernière en marge des Jeux Olympiques, a annoncé lundi l'ambassade américaine à Pékin. "Les autorités chinoises nous ont informés la nuit dernière que huit personnes, arrêtées les 20 et 21 août, ont été expulsées", a indiqué à l'AFP une porte-parole de l'ambassade américaine. La porte-parole a précisé que les huit Américains avaient été placés dimanche soir sur un vol d'Air China à destination de Los Angeles. Parmi les huit Américains détenus se trouvent deux militants arrêtés jeudi. Avec une Britannique et une personne de nationalité allemande également interpellées, ils avaient déployé une banderole pro-Tibet près des sites olympiques. Les six autres militants pro-Tibet américains avaient été arrêtés mardi. Tous avaient été condamnés pour "troubles à l'ordre public" à dix jours de détention administrative, une peine à la discrétion de la police chinoise, sans jugement d'un tribunal. Washington avait exigé samedi la "libération immédiate" de ses ressortissants. "Nous appelons la Chine à prendre des mesures positives pour répondre aux inquiétudes internationales et nationales à propos de son bilan en matière de droits de l'Homme et de liberté religieuse", a ajouté lundi la porte-parole de l'ambassade américaine. Londres avait annoncé dimanche que la Britannique interpellée, elle aussi condamnée à dix jours de détention, serait libérée lundi de manière anticipée et immédiatement expulsée vers son pays, après intervention personnelle auprès des autorités chinoises du Premier ministre britannique Gordon Brown présent à Pékin pour la cérémonie de clôture des JO. Le groupe de militants pro-Tibet Students for a Free Tibet s'est réjoui de ces libérations anticipées, tout en estimant que Pékin était motivé principalement par des soucis d'image. "Après deux jours de publicité négative concernant les détentions extra-judiciaires de 10 militants pro-Tibet, le gouvernement chinois cherche à étouffer une histoire qui aurait pu porter ombrage à la cérémonie de clôture de ces Jeux Olympiques", a déclaré Lhadon Tethong, le directeur exécutif du groupe. Au moins huit manifestations pro-Tibet se sont déroulées à Pékin juste avant et pendant les Jeux, vite interrompues par la police. Certains étrangers y ayant participé ont été expulsés mais les autorités ont semblé durcir leur répression dans la deuxième semaine, ajoutant la détention à l'expulsion.

Source : *lematin.fr*

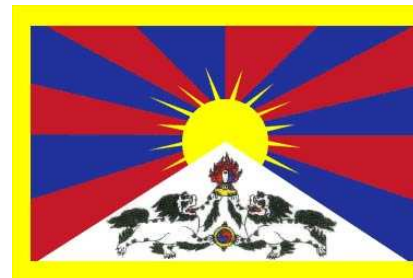
# **JOURNEE CULTURELLE TIBETAINE**

\*\*\*

**SAMEDI 4 OCTOBRE 08  
DE 12H00 A 24H00**

**Salle communale  
d'Onex  
Rte de Chancy 133  
1213 ONEX**

**ENTREE 5.-FRS**



## **PROGRAMME :**

- **Dance - musique**
- **Film documentaire**
- **Exposition photos**
- **Stand information et artisanat**
- **Conférence**
- **Repas tibétain**
- **Calligraphie**
- **Impression de dra-  
peaux à prières**
- **Massage tibétain**
- **Conte tibétain**



**Organisation :**

**La Porte du Tibet  
Rue des Savoises 15  
1205 Genève**

**Réservez déjà cette date !**

**Nous vous attendons nom-  
breux pour partager un  
agréable moment avec  
vous !**